

## Assemblée plénière du 28 mars 2019

### Catalogne : pour la libération des prisonniers politiques Catalans

*Vœu déposé par les élus de la France Insoumise, par Liem Hoang Ngoc, Myriam Martin, Jean-Christophe Sellin et Guilhem Serieys*

Dans le cadre de nos relations au sein de l'Eurorégion, nous sommes concernés par ce qui se passe en Catalogne

Depuis le 12 février 2019, se tient le procès de 9 élus, représentants politiques et associatifs catalans, emprisonnés préventivement depuis presque un an et demi pour certains d'entre eux.

Ces 9 prisonniers sont accusés de rébellion et malversation et encourrent jusqu'à 25 ans de prison.

Tous sont accusés pour avoir participé à la réalisation d'un référendum d'auto-détermination en Catalogne, le 1er octobre 2017.

La décision du référendum faisait suite à de longues années de déni de dialogue par le pouvoir central sur des demandes du gouvernement et du Parlement catalan, en particulier sur le nouveau statut d'autonomie. Ce statut qui avait été approuvé par les plus hautes instances catalanes et espagnoles en 2006 n'a cessé d'être remis en cause par le PP, Partido Popular, depuis 2010, le vidant de sa substance et provoquant une crise sans précédent.

Le pouvoir central a également interdit la consultation référendaire. Qu'ils aient été pour ou contre l'indépendance, 80 % des citoyens catalans voulaient voter pour légitimer l'une ou l'autre des options. La tenue de cette consultation faisait partie du mandat pour lequel avaient été élus leurs représentants aujourd'hui emprisonnés. Ceux-ci sont donc en détention préventive depuis plus d'un an, pour avoir permis que les citoyens puissent s'exprimer sur la question de l'autodétermination.

Il ne s'agit pas ici de se prononcer pour ou contre l'indépendance de la Catalogne, nous n'avons aucune légitimité à le faire.

Appartenant à la même euro-région que la région, nous ne pouvons donc en tant que région Occitanie se détourner de ce qu'il se passe en Catalogne.

Au nom de la démocratie, le conseil régional réuni en assemblée plénière ce jour, émet le souhait que les solutions politiques et démocratiques soient privilégiées aux choix judiciaires et répressifs, par le pouvoir central en Espagne, à propos de la crise catalane.

Jean-Christophe SELLIN

